

RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 02753

Numéro SIREN : 448 138 040

Nom ou dénomination : INpact Mediagroup

Ce dépôt a été enregistré le 04/02/2021 sous le numéro de dépôt 3453

« **INpact Mediagroup** »
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 20 000,00 Euros
Siège social : 44, Rue Montméjean
33100 BORDEAUX

R.C.S. : BORDEAUX 448 138 040

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 1^{er} DECEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt et le premier décembre,
A quatorze heures,

Les associés de la société « **INpact Mediagroup** » se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation du gérant.

Sont présents ou représentés :

- **Monsieur Christophe NEAU, détenant 760 parts sociales.**

Sont absents :

Soit un total de **760** parts sociales sur les 1 000 parts sociales composant le capital social.

Monsieur Christophe NEAU préside la séance en qualité de gérant associé de la société.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Président de séance, permet de constater que les associés présents ou représentés possèdent la majorité requise par les statuts et qu'en conséquence l'Assemblée peut valablement délibérer.

Le Président déclare que les documents prescrits par les dispositions légales et réglementaires ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'Assemblée et que ces derniers ont eu la possibilité de poser, pendant ce même délai, toutes questions au gérant, ce dont l'Assemblée lui donne cause.

Puis le Président rappelle que l'Assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- **Modification de l'objet social ;**
- **Suppression de l'exigence d'établir « un rapport de gestion » pour les petites entreprises ;**
- **Mise à jour corrélative des statuts ;**
- **Pouvoir à donner.**

Le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

Afin de pouvoir bénéficier du statut d'Entreprise Solidaire de Presse d'Information, l'Assemblée Générale décide de modifier l'objet social de la société qui devient, à compter de ce jour :

« *La société a pour objet :*

- *Publications de presse sur support électronique via internet, et, de manière plus spécifique, l'édition d'une ou plusieurs publications de presse ou services de presse en ligne d'information politique et générale,*
- *Edition, gestion, publication et développement de sites internet avec notamment mais sans restrictions l'édition d'actualités concernant le matériel informatique (et toute activité annexe telle que création, infographie, marketing, publications de bulletins électroniques, etc.),*
- *Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. »*

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents.

DEUXIEME RESOLUTION

Eu égard aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de droit des sociétés, et conformément à la loi « pour un Etat au service d'une société de confiance » en date du 10 août 2018 (loi n°2018-727) il a été supprimé l'obligation d'établir un rapport de gestion pour les petites sociétés commerciales.

Aussi, toutes les sociétés commerciales, quelle que soit leur forme juridique, répondant à la définition de petites entreprises sont concernées par cette dispense.

Par conséquent, l'Assemblée Générale, prenant acte que la société entre dans le champ d'application de ladite législation, décide de modifier l'article 22 des statuts, comme suit :

« ARTICLE 22 – APPROBATION DES COMPTES

Chaque année il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'associé unique, le rapport du gérant et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale décide de procéder à la mise corrélative des statuts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de séance et les associés présents ou représentés.

Monsieur Christophe NEAU



Monsieur Marc REES

Monsieur Christophe BUTON

La société « PACO »

Représentée par Monsieur Pierre CAZAUX

Monsieur Tristan CROISSET


Monsieur Vincent AUDIGIER

« **INpact Mediagroup** »
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 20 000,00 Euros
Siège social : 44, Rue Montméjean
33100 BORDEAUX

R.C.S. : BORDEAUX 448 138 040

FEUILLE DE PRESENCE

à l'Assemblée Générale Extraordinaire
en date du 1^{er} décembre 2020 à 14 heures

Associés Nom, Prénom & Adresse	Parts	Voix	Mandataires	Signatures
Monsieur Christophe NEAU 2 bis Au Midi de Dubraud 33920 ST CHRISTOLY DE BLAYE	760	760		
Monsieur Christophe BUTON Gaillochonniere 10 Route de Chef Boutonne 79190 LES ALLEUDS	100	100		
Monsieur Marc REES 27 Rue Sainte Apolline 45210 FERRIERES EN GATINAIS	50	50		
La société « PACO » Société Civile 21 Villa Marie Justice 92100 BOULOGNE BILLANCOURT Représentée par Monsieur Pierre CAZAUX	50	50		
Monsieur Tristan CROISSET 3 Place des Provinces 92170 VANVES	20	20		
Monsieur Vincent AUDIGIER 15 Rue Renardière 27750 LA COUTURE-BOUSSEY	20	20		
TOTAL	1 000	1 000		

Sur les 1 000 parts sociales composant le capital social, la feuille de présence fait apparaître que 4 associés sont présents ou représentés, et totalisent 760 parts ayant droit de vote, auxquelles sont attachées 760 voix.

Le gérant



« INpact Mediagroup »
Société à Responsabilité Limitée
Entreprise Solidaire de Presse d'information
Au capital de 20 000,00 Euros
Siège social : 44, Rue Montméjean
33100 BORDEAUX

R.C.S BORDEAUX 448 138 040

STATUTS MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 1^{er} DECEMBRE 2020

Pour copie certifiée conforme,
Le Gérant



CHAPITRE I

FORME – OBJET DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – EXERCICE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Par acte sous seing privé à Mérignac en date du 13 mars 2003, enregistrés à la Recette Principale de Bordeaux-Mérignac, le 9 avril 2003, bordereau n° 2003151 – case n°7, il a été formé entre :

- NEAU Christophe
demeurant 36 rue Paul Bert, 33000 BORDEAUX
- BUTON Christophe
demeurant 28 place Saint Martial, 33300 BORDEAUX
- LEGROS Alexis
demeurant 5 rue Virginia, Bat B, Apt 24, 33200 BORDEAUX
- AUDIGIER Vincent
demeurant 3 bis rue des Près aux Bois, 78000 VERSAILLES
- CROISSET Tristan
demeurant 3 place des Provinces, 92170 VANVES

une Société à Responsabilité Limitée de presse régie par les lois en vigueur, spécialement les dispositions du Code du Commerce, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- Publications de presse sur support électronique via internet et, de manière plus spécifique, l'édition d'une ou plusieurs publications de presse ou services de presse en ligne d'information politique et générale.
- Edition, gestion, publication et développement de sites internet avec notamment mais sans restrictions l'édition d'actualités concernant le matériel informatique (et toute activité annexe telle que création, infographie, marketing, publications de bulletins électroniques, etc.).
- Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : « INpact Mediagroup »

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée de presse" ou des initiales "SARL de presse" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

**44 Rue Montméjean
33100 BORDEAUX**

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville, ou du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire :

- de l'assemblée des associés, en cas de pluralité d'associés,
- de l'associé unique, en cas d'EURL.

ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui **commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 décembre de chaque année**. Ceci à partir du deuxième exercice.

Le premier exercice sera clôturé le 31 décembre 2003.

ARTICLE 6 - DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

CHAPITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 – APPORTS

- Lors de la constitution de la Société , en date du 13 mars, il a été apporté une somme un numéraire, à concurrence de QUATRE CENTS Euros , par création de 100 parts sociales de 4 Euros chacune de valeur nominale, ci.....	400 Euros
- Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 12 février 2007, il a été procédé à une augmentation de capital à hauteur de DIX MILLE Euros par incorporation de réserve et élévation de la valeur nominale des parts qui passe de 4 Euros à 104 Euros, ci.....	10 000 Euros
- Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 7 avril 2008, il a été procédé à une augmentation de capital à hauteur de NEUF MILLE SIX CENTS Euros, par incorporation de réserve et élévation de la valeur nominale des parts qui passe de 104 Euros à 200 Euros, suivie d'une diminution de la valeur nominale des parts ramenée de 200 Euros à 20 Euros, par création de 900 parts nouvelles attribuées aux associés, à raison de neuf cents parts nouvelles pour une part ancienne, ci.....	9 600 Euros
Total égal au montant du capital social :	20 000 Euros

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Par suite des attributions faites lors de la constitution de la Société et des différentes augmentations de capital et transmission de parts sociales intervenues en cours de vie sociale, le capital est fixé à la somme de VINGT MILLE EUROS (20 000 euros), divisé en MILLE (1 000) parts de VINGT EUROS (20 €) chacune, entièrement libérées et réparties entre les associés.

« Suivant cessions de parts en date du 23 février 2009, enregistrée au SIE DE MONTPELLIER SUD, Case N°40 – Bordereau 2009/464, Monsieur Christophe NEAU cède TRENTE parts au profit de Monsieur REES Marc qu'il possède dans la SARL PC INPACT » entièrement libérées et réparties entre les associés de la manière suivante :

Monsieur Christophe NEAU, Propriétaire de SEPT CENT SOIXANTE PARTS, ci.....	760 parts
Monsieur Christophe BUTON Propriétaire de CENT PARTS, ci.....	100 parts
Société PACO Propriétaire de CINQUANTE PARTS, ci.....	50 parts
Monsieur Vincent AUDIGIER Propriétaire de VINGT PARTS, ci.....	20 parts
Monsieur Tristan CROISSET Propriétaire de VINGT PARTS, ci.....	20 parts
Monsieur Marc REES Propriétaire de CINQUANTE PARTS, ci.....	50 parts
<u>Total égal au nombre de parts composant le capital social :</u>	1 000 parts

Conformément à l'article 38 de la loi du 24 juillet 1966, les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée et sont toutes entièrement libérées.

CHAPITRE III

PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 10 - FORME DES CESSIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

ARTICLE 11 - AGRÉMENT DES TIERS

Les parts sociales sont librement cessibles entre :

- Christophe NEAU
- Christophe BUTON
- SARL PACO
- Vincent AUDIGIER
- Tristan CROISSET
- Marc REES

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les personnes désignées ci-dessus ou leurs héritiers, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 - DÉCÈS D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

ARTICLE 13 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

CHAPITRE IV

GESTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 14 - GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision :

- des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,
- ou de l'associé unique en cas d'EURL,

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

Le ou les gérants seront désigné(s) ou remplacé(s) lors d'assemblées générales

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés. Comme dans toute SARL, le gérant s'il est minoritaire ou égalitaire peut exercer sa fonction à titre gratuit.

ARTICLE 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société atteint deux des trois seuils définis par l'article 12 du décret n° 67-236 modifié du 23 mars 1967, les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

CHAPITRE V

CONVENTION ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ ET LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 17 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés conformément à l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

CHAPITRE VI

DÉCISIONS COLLECTIVES DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la Loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'associé unique, le rapport du gérant, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 23 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi. Entrent dans cette catégorie, les dépenses inhérentes à l'objet social de la société. Ces dépenses doivent être entièrement acceptées par les 2 associés détenant le plus de parts.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 24 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires,
- et, exceptionnellement, par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales pour les augmentations de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

ARTICLE 25 - CONSULTATIONS ECRITES - DECISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

CHAPITRE VII

AFFECTATION DES RÉSULTATS

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

CHAPITRE VIII

TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leur fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

CHAPITRE IX

JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

ARTICLE 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêt de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 32 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au(x) gérant(s) ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait en trois (3) originaux
A BORDEAUX (33)
Le 01/12/2020

Monsieur Christophe NEAU
Gérant de la société

